



Dans le cadre des [10 milliards d'€ d'économies](#) annoncés par le gouvernement, une saignée inédite est programmée dans les écoles publiques avec de nouvelles suppressions de postes à hauteur de 138 millions d'€. Celles-ci vont se rajouter aux 650 postes déjà supprimés pour la rentrée scolaire 2024 et aux multiples fermetures de classes ayant eu lieu dans les départements en dépit de la résistance des personnels et des parents d'élèves.

D'autre part, le ministre de la Transformation et de la Fonction publique Guérini a confirmé que la valeur du point d'indice serait gelée en 2024 condamnant les fonctionnaires à une nouvelle chute de leur pouvoir d'achat, qui est évaluée à 28,5% depuis 2000. C'est dans ce contexte d'attaques sans précédent contre l'Ecole publique et les personnels que le gouvernement a décidé d'expédier à tous les élèves scolarisés du CP au CM2 un « kit » relatif aux prochains Jeux Olympiques contenant notamment :

- un livret d'un intérêt pédagogique très relatif puisqu'il comprend des écrits du président Macron, de la ministre des sports Oudéa-Castera et de l'ex-ministre de l'Education nationale Attal, ainsi que des mots croisés et des charades...
- une pièce commémorative de 2€...

Coût de cette lamentable opération de communication : 16 millions d'€ !

De plus, le ministère assigne une tâche supplémentaire aux directrices et directeurs en leur demandant de veiller sur ce « magot » en le stockant dans une pièce sécurisée, en attendant la communication officielle avant de le distribuer !

Aucune provocation ne sera décidément épargnée aux personnels, qui voient leurs conditions de travail et les conditions d'apprentissage de leurs élèves se dégrader constamment du fait des mesures de ce gouvernement !

**Les enseignants sont là pour enseigner, pas pour relayer la propagande gouvernementale !**

**Le SNUDI-FO rappelle que, dans le cadre de leur liberté pédagogique, les personnels ne sont pas tenus de distribuer ces kits prétendument pédagogiques à leurs élèves.**

Le SNUDI-FO exige du gouvernement qu'il renonce à ses 10 milliards de coupes budgétaires, qu'il réponde aux revendications des personnels plutôt que d'imposer sa propagande :

- Annulations de toutes les suppressions de postes prévues pour la rentrée 2024 et création de tous les postes nécessaires !
- Abandon de toutes les contre-réformes, de la loi Rilhac aux évaluations d'école et passant par les mesures du « chocs des savoirs » !
- Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice et ouverture de négociation pour le rattrapage de la perte de 28,5% de pouvoir d'achat depuis 2000 !